

**Intervention de Michel LUCAS – Couëron  
Groupe communiste**

**Point 12** – Délégation des aides à la pierre de l'Etat 2012-2017 en faveur du logement social et du parc privé – Conventions avec l'Etat et l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat – Approbation.

Monsieur le Président, Chers collègues

En toute franchise et en toute objectivité, s'il convient « d'approuver » les termes de cette convention, nous voulons souligner ici le déséquilibre croissant entre l'intervention des collectivités locales, de Nantes Métropole en l'occurrence, et les carences graves de l'Etat en matière de logement social. Ainsi, il est estimé que les budgets proposés sont en décalage avec nos objectifs:

- Une baisse de 14% de la dotation financière régionale alors qu'actuellement cette dernière ne représente que 0.5% pour un logement en « PLUS ».
- Abandon par l'ANAH des mesures d'aide aux travaux pour le maintien à domicile des personnes âgées et, je cite la délibération, « que les conditions de financement de l'ANAH n'étant pas stabilisées à long terme, nous ne disposons d'aucune visibilité pour les années à venir.

Ce désengagement ajoute encore à la grave crise du logement et de l'habitat dont notre communauté n'est pas épargnée et l'autorisation d'augmenter de 30% la densité des constructions n'est qu'une coquille vide.

La dénonciation de ces politiques, bien soulignée dans le rapport (et depuis des années par notre groupe), se trouve partagée par 76% des maires selon un récent sondage CSA. Alors que les besoins grandissent et que d'autres paramètres tels l'augmentation des prix pour le neuf ou l'ancien, le coût des loyers engendrent un taux d'effort insupportable dans les budgets des familles... cette crise du logement devient intolérable.

Il est donc urgent non seulement de résister « maintenant et ici » à cette dégradation mais également de construire comme s'y emploie le PLH de notre agglomération des politiques hardies de constructions neuves, en particulier dans le logement locatif social. C'est un budget de l'Etat dont les élus communistes estiment le niveau à 2% du PIB qui permettrait ainsi un financement très supérieur à celui dont nous débattons ici.

Pour notre communauté urbaine, il apparaît en effet que l'enveloppe dont nous discutons aujourd'hui est loin de répondre à nos objectifs.

Aussi, nous espérons que les prochaines échéances électorales permettront de faire du logement social une grande cause nationale.

Les élus communistes soutiennent donc la politique de Nantes Métropole mais resteront mobilisés et attentifs sur les questions de l'habitat, les dossiers qui en découlent, et espèrent en particulier, revenir d'ici à la fin de l'année devant notre assemblée pour revoir cette convention à la hausse avec « l'Etat de demain ».

Je vous remercie de votre attention.